

Communiqué

Où va l'Europe ?

Mobilisons-nous pour développer des services publics du 21^{ème} siècle Appel à la marche contre TAFTA-CETA-TISA le 15 octobre à Paris

Le peuple britannique a voté la sortie de l'Union européenne.

Les gouvernements européens, à de trop rares exceptions, ont fait le choix de la finance contre les peuples : destruction des services publics et de la protection sociale, dumping social... l'actuelle Union européenne qui en est leur émanation n'hésite pas à intensifier cette direction, conforme aux traités qui la fonde.

Ignorant la démocratie et la souveraineté populaire - cf le référendum de 2005 en France- ils portent donc une grande responsabilité dans la montée des extrêmes-droites et dans les propos xénophobes et anti-immigration qui s'expriment de plus en plus fortement à toute occasion.

Si le Brexit n'est pas la fin du monde, une approche punitive comme en Grèce ou en Russie vis-à-vis de la 2^{ème} économie d'Europe pourrait faire rebondir la crise de 2008. D'autant que l'Espagne et le Portugal sont menacés de sanctions.

La Commission européenne, rejointe par la Cour des comptes, doute des 2,7 % de déficit annoncé pour le budget français en 2017. Elle demande des mesures supplémentaires:

- Plus de coupes budgétaires sur les services publics et la Sécurité Sociale, 50 Mds dont 19 dès 2017, ne suffisent plus (!).
- Limiter les dépenses des collectivités territoriales, celles de Sécurité Sociale **et** de santé; elle demande une nouvelle réforme des retraites, de réduire les aides au logement...
- le SMIC et les salaires seraient trop élevés, il faut donc maintenir les dérogations aux accords de branche du projet de loi El Khomri.
- baisser les impôts des entreprises et augmenter de nouveau la TVA...

Comme si cela ne suffisait pas, alors que la pression populaire a mis au point mort les accords TAFTA, un accord transatlantique, le CETA, est déjà bien plus avancé et sera examiné en novembre par le parlement européen. Pendant ce temps le TISA (Accord sur le commerce des services) qui concerne spécifiquement la libéralisation des services publics au sens large continue son chemin en catimini.

Pour la Convergence ces orientations et propositions de traités austéritaires, de dumping social, de marchandisation des solidarités sont inacceptables : notre modèle social, la démocratie et l'idée d'une construction commune d'une Europe sociale, démocratique et solidaire sont en danger.

En France, comme en Europe et dans le Monde, la population a besoin de services publics de proximité, performants, d'une protection sociale de haut niveau, de personnels bien formés en nombre suffisant.

La Convergence appelle donc ses collectifs et les coordinations amies, les organisations syndicales, politiques et associatives partenaires ainsi que les usagers, les personnels des services publics et les élus :

- à répondre présents à l'appel d'ATTAC à une marche le 15 octobre 2016 à Paris pour dénoncer les accords internationaux TAFTA-CERTA et TISA.
- A participer à la mise en place des réflexions et débats en septembre et octobre en vue des assises nationales du service public du 21^{ème} siècle qui se dérouleront le 19 novembre 2016 à la Mairie de Montreuil, Seine-Saint-Denis.